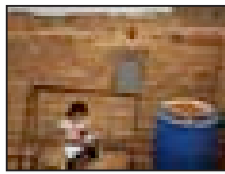




### Les défis de l'humanitaire

Pour faire respecter les droits des civils lors des situations de crise, les organisations humanitaires vont devoir relever de nombreux défis. Etat des lieux.



### En attendant Godot

Depuis 33 ans, les Sahraouis vivent dans des camps de réfugiés en attendant la réalisation de leur droit à l'autodétermination. Une attente interminable...

België-Belgique

P.P./P.B.

B-020

AUTORISATION DEFERMETURE  
B-020

# Globo

TRIMESTRIEL D'OXFAM-SOLIDARITE - NUMERO 27 - septembre 2009

*Crises humanitaires.  
Et le droit dans tout ça ?*



**Oxfam**  
Solidarité

Un autre monde.  
Justement!

# Faits & chiffres

## La campagne « Rights in Crisis »



Photo : Annie Bungeroth/Oxfam

La campagne « Rights in Crisis » (RiC) d'Oxfam International vise à garantir le droit de tous les individus à l'assistance (médicale, alimentaire, etc.) et à la protection lors des situations d'urgence.

Cette campagne se base sur deux principes élémentaires :

- La « **Responsabilité de Protéger** » (R2P), c'est-à-dire la responsabilité des États de protéger leurs populations contre les violations massives des droits de l'homme. Si un État refuse de se plier à cette règle ou est dans l'incapacité de le faire, la communauté internationale – autres pays, organisations régionales – a alors le devoir d'intervenir. (voir p. 7)
- La « **Responsabilité d'Assister** », c'est-à-dire la responsabilité des États et de la communauté internationale de venir en aide aux populations lors des catastrophes humanitaires.

## Instruments juridiques

- **Le droit international humanitaire** (DIH) est un ensemble de règles visant, pour des raisons humanitaires, à réduire les conséquences des conflits armés. Le DIH protège les gens qui ne participent pas (ou plus) aux hostilités, et limite les moyens et méthodes pouvant être mis en œuvre par les combattants. Une part importante du DIH est issue des quatre Conventions de Genève de 1949 ainsi que de leurs protocoles additionnels de 1977 sur la protection des victimes en cas de conflit armé.
- **Quelques autres instruments** : la Convention sur les réfugiés et son Protocole Additionnel (1951), les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (1998), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979), les résolutions 1325 et 1820 de l'ONU sur la protection des femmes dans les situations de conflit et la violence sexuelle, la Convention sur les droits de l'enfant et la résolution 1612 sur la protection des enfants lors des conflits armés.
- En 1994, les huit plus grandes organisations humanitaires (dont Oxfam) ont élaboré et approuvé le **Code de conduite** pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophes.

## Neutralité = impartialité ?

- **La neutralité** consiste à ne pas prendre position dans une situation de lutte ou de conflit d'ordre politique, racial, religieux ou idéologique.
- **L'indépendance** consiste à ne pas mener d'actions pouvant bénéficier aux objectifs ou actions politiques de gouvernements et parties impliqués dans le conflit.
- **L'impartialité** consiste à n'appliquer aucune discrimination sur base de la nationalité, de l'origine, du sexe, de la classe sociale, des convictions religieuses ou politiques. Les facteurs sociaux, politiques, ethniques ou religieux des individus ne doivent donc pas entrer en ligne de compte dans l'évaluation de leurs besoins. La priorité doit aller aux situations les plus urgentes.

Contrairement à la Croix-Rouge, **Oxfam ne souscrit pas au principe de neutralité**. Oxfam se profile comme une organisation indépendante et impartiale, mais pas neutre. Notre travail se base en effet sur une approche axée sur les droits : les gens doivent pouvoir revendiquer leurs droits, et Oxfam agit pour défendre et promouvoir ces droits dont la violation se trouve souvent à l'origine des crises. Ne pas être neutre signifie donc, pour Oxfam, prendre position sur les racines des conflits et des catastrophes.

## Des chiffres inquiétants

- **Climat** : chaque année, près de **250 millions de personnes** subissent des catastrophes naturelles ; 98% sont victimes de catastrophes liées au climat, comme les sécheresses ou les inondations. D'ici 2015, le nombre de victimes climatiques augmentera de 50% pour atteindre 375 millions de personnes. Un récent rapport scientifique estime que 46 pays courent un risque accru de conflit armé du fait du changement climatique.
- **Pauvreté et vulnérabilité** : entre 1991 et 2000, les pays les plus riches ont subi en moyenne 23 décès par catastrophe, contre 1.052 décès par catastrophe dans les pays les plus pauvres. Pour réduire la vulnérabilité des populations, Oxfam mène des actions de **Réduction des Risques de Catastrophes** (DRR, voir p.10). Réunis au Japon un mois après le Tsunami de décembre 2004, 168 pays ont adopté le 'Plan d'action de Hyogo' destiné à réduire les risques liés aux catastrophes. Des lignes de conduite, des priorités et des moyens ont été déterminés pour améliorer la résilience des communautés vulnérables.

Chiffres issus du rapport « **Le droit de survivre** » d'Oxfam, [www.oxfamsol.be/climat](http://www.oxfamsol.be/climat)

## Acteurs clés

**CICR : Comité International de la Croix-Rouge.** Organisation indépendante et neutre qui s'efforce d'apporter une protection et une assistance humanitaires aux victimes de guerre et d'autres situations de violence. Créé en 1863, le CICR est généralement considéré comme le 'protecteur' des Conventions de Genève.

[www.icrc.org](http://www.icrc.org)

**OCHA : Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies.** Il coordonne l'aide humanitaire de l'ONU, en détermine la politique et mène du plaidoyer sur les situations humanitaires.

<http://ochaonline.un.org>

**CERF : Fonds central d'intervention d'urgence.** Ce fonds humanitaire de l'ONU a été mis sur pied en 2006 pour fournir une aide plus rapide aux victimes de catastrophes naturelles et de conflits armés.

<http://cerf.un.org>

**ECHO : Service d'Aide Humanitaire de la Commission européenne.** Créé en 1992 pour venir en aide aux victimes de crises humanitaires en dehors de l'UE.

<http://ec.europa.eu/echo>

**DIPECHO : Programme de préparation aux catastrophes d'ECHO.** Créé en 1998 pour mettre en œuvre des projets de préparation aux catastrophes naturelles dans les zones à risques.

[http://ec.europa.eu/echo/aid/dipecho\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/echo/aid/dipecho_fr.htm)

## Conventions de Genève : joyeux anniversaire ?

Face aux conflits armés ou aux catastrophes naturelles, la protection et l'assistance des populations civiles font encore largement défaut. Pour mettre fin à cette situation, Oxfam met en œuvre un important programme humanitaire, mène campagne et appuie des organisations qui renforcent les communautés de base.

Le 12 août 1949, les États parties à la Conférence diplomatique de Genève adoptaient officiellement les quatre 'Conventions de Genève' afin de garantir une protection adéquate aux victimes de guerre, et en particulier aux populations civiles. Soixante ans plus tard, cet espoir reste encore lettre morte : du Soudan à la Colombie (p. 9), de l'Afghanistan à la RDC (p.8), les civils constituent toujours les principales victimes des conflits, voire même les cibles privilégiées.

### Les pauvres en première ligne

Cette vulnérabilité des populations prévaut aussi face aux catastrophes naturelles. Alors que celles-ci deviendront certainement plus fréquentes et plus sévères du fait des changements climatiques, les mesures de réduction des risques et l'assistance aux victimes sont souvent insuffisantes. Une situation qui met en danger la vie de millions de personnes dans le monde, principalement des communautés pauvres n'ayant pas les moyens de se protéger des aléas naturels.

Oxfam et ses partenaires du Sud tentent de remédier à cette injustice. En menant de front un travail d'urgence, de développement et de plaidoyer politique, nous apportons des réponses immédiates aux besoins humanitaires tout en nous attaquant aux racines des crises et en réduisant la vulnérabilité des populations.

### Une approche intégrée

L'aide vitale fournie par Oxfam-Solidarité aux Sahraouis (p. 11) va ainsi de pair avec un important travail de plaidoyer pour les droits fondamentaux de ce peuple, victime comme tant d'autres d'une crise oubliée par la communauté internationale. (p.6) Notre



Au Kivu, la protection et l'assistance des populations font encore largement défaut (République démocratique du Congo).

appui aux populations du Kivu ou du Territoire palestinien occupé (p. 8) s'accompagne de pressions sur les dirigeants internationaux afin que les droits humains, le droit international et le droit international humanitaire soient respectés et que des améliorations substantielles soient apportées au système humanitaire.

Quant à nos projets de reconstruction et de préparation aux désastres en Amérique centrale (p. 10), ils visent toujours à rendre les gens plus aptes à faire face aux situations de crise, à réduire les risques et à demander des comptes à leurs autorités.

Cette approche intégrant travail d'urgence, de développement et de plaidoyer fait d'Oxfam un acteur à part

dans le monde de l'humanitaire. Pour nous, le travail humanitaire ne s'arrête pas une fois l'urgence passée. Le fait que la grande majorité de nos opérations d'urgence soient menées avec des partenaires locaux traduit cette singularité : en travaillant jour après jour au cœur des communautés, ces organisations locales sont les mieux à même d'assurer une aide efficace et de défendre durablement les droits des populations affectées.

**Stefaan Declercq**

Secrétaire général d'Oxfam-Solidarité

**Mirjam Van Belle**

Responsable du Service Urgences d'Oxfam-Solidarité

## Le droit face aux défis de l'humanitaire

Pour faire respecter les droits des civils lors des situations de crise, les organisations humanitaires vont devoir relever de nombreux défis, à commencer par une réflexion profonde sur leur propre approche. Interview de François Grünewald, spécialiste de l'action humanitaire.

**Au vu des horreurs régulièrement commises à l'encontre des civils, quel poids accorder au droit international humanitaire ?**

**François Grünewald :** Le droit international humanitaire (DIH) est pour l'instant la seule référence en droit positif qui précise le droit à l'assistance et à la protection ainsi que les obligations des États et des acteurs non étatiques parties aux conflits. Son respect est donc un enjeu capital. Mais il est vrai qu'il a presque toujours été en retard d'une guerre. Il s'est toujours développé en réaction à des épisodes tragiques de l'Histoire. Il aura fallu le bain de sang de la bataille de Solferino, en 1859, pour avancer vers la première Convention de Genève sur les soins à accorder aux blessés de guerre. La Première Guerre mondiale a pour sa part contribué à faire éclore la deuxième Convention de Genève sur les prisonniers de guerre. Et il fallut les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale pour que soit élaborée une Convention pour les populations civiles.

Aujourd'hui que tout ce développement « réactif » a eu lieu, l'enjeu est de s'assurer que les États et les parties non étatiques aux conflits se mettent enfin à respecter le DIH. Malheureusement, ce dernier reste bafoué, notamment par deux États de premier plan : les États-Unis d'avant l'élection d'Obama, et Israël, puissance occupante qui ne respecte pas les obligations qui lui incombent au regard de la 4<sup>ème</sup> Convention de Genève. Ce sont là de mauvais signes envoyés à la communauté internationale.

**Comment dès lors faire progresser le respect du DIH ?**

**F.G. :** Cela nécessite un dosage très subtil d'efforts de conviction, de pressions politiques et économiques, et de sanctions. Mais il faut rester très prudent : on a bien vu la réaction négative des autorités soudanaises suite aux activités de la Cour Pénale Internationale au Darfour... Il n'y a pas de recette miracle. Pour avancer, il faut mener une réflexion systématique sur base de l'application des principes du 'Do No Harm' : s'assurer que le travail mené – tant sur le terrain que dans les campagnes de plaidoyer – n'ait pas de conséquences négatives.

Il faut donc une vraie intelligence politique pour analyser les situations, ne pas être guidé par des objectifs de communication ou de positionnement, comme c'est trop souvent le cas chez certains « lobbyistes humanitaires ». Ce sont toujours les acteurs de terrain et les populations qui paient les erreurs de stratégie des activistes du plaidoyer.

**Quelles évolutions constatez-vous dans l'approche humanitaire ?**

**F.G. :** Les organisations humanitaires commencent à prendre conscience que la guerre et les conflits sont des espaces dans lesquels les enjeux du droit ne sont pas absents. Cette prise en compte du droit – et donc du rôle des acteurs poli-



Photo : Adrian Mc Inyre/Oxfam

tiques – est pour moi une des évolutions majeures de ces dernières années.

On constate également une multiplication des « protection officers », des spécialistes de la question de la protection au sein des ONG et des institutions d'aide humanitaire. Malheureusement, la notion du droit à la protection est de plus en plus galvaudée. On se met à dire n'importe quoi quant à son contenu : l'éducation devient de la protection, la séparation des latrines des hommes et celles des femmes devient de la protection, etc.

**Quels défis l'aide humanitaire doit-elle encore relever pour améliorer le sort des populations ?**

**F.G. :** Il y a un besoin pressant de renverser quelques paradigmes. L'un d'entre

eux est celui du rôle des acteurs locaux. Dans la plupart des grandes catastrophes, ce sont d'abord les voisins, les amis, les maires, les instituteurs des villages, les volontaires de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge local qui sont les premiers organisateurs de l'aide.

Les humanitaires arrivent en général plus tard, quand la vraie urgence est passée. Le premier enjeu est donc de renforcer les capacités des acteurs locaux à faire face aux crises. Le secteur a fait des progrès dans ce domaine, et les programmes en matière de réduction des risques, de préparation aux désastres et de renforcement des capacités locales font maintenant partie des stratégies des acteurs humanitaires, notamment chez Oxfam.

« Le premier défi de l'humanitaire est de renforcer les capacités des acteurs locaux à faire face aux crises »

# François Grünewald



Dans le camp de Kalma, au Darfour, les ONG et l'ONU viennent en aide à plus de 100.000 déplacés.

Le deuxième défi est lié à l'évolution du monde pour les décennies à venir. Nous allons avoir une planète plus peuplée, avec davantage de conflits pour les ressources et des millions de gens vivant dans des sites à haut risque : rivages côtiers, périphéries des zones sismiques, etc. L'aggravation des turbulences climatiques va bouleverser l'économie et la vie de centaines

de millions de personnes. Nous allons donc vers un changement d'échelle des catastrophes : elles seront plus nombreuses, avec des magnitudes exacerbées et des impacts démultipliés. Serons-nous capables de relever le défi ? Nos sociétés sont-elles prêtes à payer le prix des mesures de prévention ou de mitigation des risques ? Ce sont là des enjeux fondamentaux.



## Qui est François Grünewald ?

Ingénieur en sciences agronomiques, François Grünewald est le directeur général et scientifique du Groupe URD (Urgence-Réhabilitation-Développement), un institut travaillant à l'amélioration des pratiques de l'action humanitaire en faveur des populations affectées. [www.urd.org](http://www.urd.org)

Ancien professeur associé en charge du Master «Gestion de l'Humanitaire» de l'Université Paris XII, il a été le Directeur de Projet de l'Etude Globale sur la participation des populations affectées dans l'action humanitaire. Il a également travaillé plus de 30 ans pour des ONG, des organisations des Nations Unies et le CICR dans des projets de développement et d'urgence en Afrique, en Europe centrale, en Amérique centrale et en Asie.

**Beaucoup de crises sont sous-médiatisées et sous-financées. Comment mettre fin à ce traitement inégal ?**

**F.G.** : En 1999, l'équipe du Groupe URD a organisé la première conférence internationale sur les crises oubliées. Depuis lors, il y a eu quelques progrès dans la prise en compte de ces situations, notamment par le Service d'Aide Humanitaire de la Commission européenne (ECHO). Celui-ci a fait des choix stratégiques pour s'assurer que ces crises oubliées soient prises en compte dans les allocations budgétaires.

Hélas, ECHO est souvent bien seul à supporter les acteurs humanitaires dans de tels contextes. Les maîtres du jeu politique – qui décident des budgets – restent guidés par « l'effet CNN » et préfèrent, pour des raisons électorales, suivre les émotions de l'opinion publique.

Pour changer la donne, les ONG doivent résolument sortir du discours larmoyant destiné à récolter un maximum d'argent du public, et entrer dans des stratégies éducatives. Elles doivent davantage faire appel à la raison et à l'intelligence du public, et moins à la simple émotion. Mais les gourous de la publicité qui gèrent souvent les campagnes de communication des ONG n'entendent pas ce discours...

**Autre problème : la frontière entre opérations militaires et humanitaires, de plus en plus floue...**

**F.G.** : Avec la fin de la guerre froide, de nombreux couvercles ont sauté. Les Nations Unies ont acquis une plus grande liberté d'action, et un intérêt commun d'action et de justification a entraîné la multiplication des interventions militaires : missions de combat (Kosovo), d'instauration de la paix (Liban), de maintien de la paix (RDC), de sécurisation humanitaire (Tchad), de secours et d'appui logistique aux humanitaires après des grandes catastrophes naturelles (Tsunami, Pakistan, etc.). De facto, humanitaires et militaires se retrouvent désormais sur les mêmes terrains.

Les militaires tentent de mieux comprendre les humanitaires. C'est une évolution positive, mais pour des raisons de relations publiques, les militaires sont également conduits à construire des écoles, à creuser des puits, etc. Et c'est là que les problèmes commencent.

En Afghanistan, quand les forces spéciales américaines – habillées en civils, conduisant des véhicules civils bourrés d'armes – réhabilitaient des postes de santé, ils nous mettaient tous en danger.

La doctrine de l'OTAN visant à gagner les cœurs et les esprits par des moyens militaires est extrêmement dangereuse. Et elle ne marche pas la plupart du temps. Mais plus grave encore, elle pousse à l'utilisation des moyens militaires pour la reconstruction des États après les crises. Et là, tous les dérapages sont à prévoir...

**La première crise humanitaire n'est-elle pas tout simplement la pauvreté ?**

**F.G.** : Il faut rester précis sur les termes. Une crise humanitaire renvoie à une rupture liée à un événement, qui entraîne une incapacité des populations à vivre normalement et une impossibilité (ou une grande difficulté) pour les États à répondre aux besoins de leurs citoyens.

La pauvreté est le résultat de dynamiques économiques, politiques et environnementales qui ont des conséquences dramatiques et qu'il faut évidemment prendre à bras-le-corps avec des programmes de développement. Mais il y a une interaction claire entre les crises et la pauvreté. La pauvreté renforce les risques de conflit car elle génère du désespoir et peut pousser femmes et hommes dans les bras de politiciens ou d'extrémistes dangereux. En outre, elle diminue la capacité de résilience des populations et limite leurs possibilités de faire face aux crises humaines ou naturelles.

C'est dans ce double cadre qu'il importe de lutter contre la pauvreté via le développement. Passer de l'un à l'autre n'est pas si simple, car cela demande du savoir-faire, des moyens et du temps qui ne sont pas toujours facilement disponibles. Mais il faut résolument aller dans cette direction.

**Les organisations humanitaires intègrent-elles davantage ce lien entre urgence et développement ?**

**F.G.** : Les organisations humanitaires sont de plus en plus souvent confrontées soit à des crises qui durent et dans lesquelles les approches finissent par devoir être quasi développementales ; soit à des crises aiguës et de forte amplitude, dans lesquelles l'alliance avec des structures locales est souvent indispensable puisque ces dernières sont souvent les premiers acteurs sur le terrain.

Le temps où les humanitaires pouvaient faire fi de la réflexion sur l'après-crise ou de leur implication avec les institutions locales est donc, sans doute, en train d'être dépassé.

Frédéric Janssens

## Les crises oubliées: loin des yeux, loin du cœur

Les drames parmi les plus criants de ce monde ne font pas nécessairement les gros titres de la presse ou la "une" des agendas politiques. Pourquoi des millions de personnes souffrent ou meurent-elles dans l'indifférence générale ?

Des millions de morts en République démocratique du Congo (RDC), une situation humanitaire dramatique en Tchétchénie, des dizaines de milliers de personnes déplacées au Soudan ou en Colombie, 100.000 réfugiés dépourvus de nationalité vivant dans des camps dans le sud-est du Népal, les victimes de l'ouragan Katrina, aux Etats-Unis, qui attendent toujours la reconstruction promise... Si vous regardez le journal télévisé ce soir, il y a peu de chances que, entre le dernier crash d'avion ou la dernière évolution du prix du pétrole, vous entendiez parler d'une de ces crises, ou des dizaines d'autres qui font rage loin des caméras. Trop complexes, trop désespérantes, trop délicates,.... C'est le triste sort des « crises oubliées ».

### La dictature des caméras

Noël 2004 : le tsunami dévaste les côtes de l'Asie du Sud-Est. Les chaînes du monde entier nous envahissent d'images dramatiques, permettant d'ailleurs aux ONG – y compris Oxfam-Solidarité – de recueillir des sommes considérables de la part du public. Cette catastrophe fut la mieux financée de l'année 2005, avec 1.241 dollars d'aide humanitaire par bénéficiaire, soit 50 fois plus que les catastrophes les moins bien financées.

Le « Forgotten Crises Assessment » d'ECHO (voir p.2) permet de mesurer le lien entre couverture médiatique et aide accordée. Ainsi, en 2008, pas moins de 56.287 articles parurent sur l'Irak, où l'aide s'éleva à 1.099,26 dollars par habitant. Pour la même année, la RDC fit l'objet de 4.521 articles et dut se contenter de 60,54 dollars par habitant (recherche effectuée sur 600 sites de nouvelles dans 20 langues différentes).

Les raisons de ce silence sont multiples :

- Un événement comme le tsunami répond aux **exigences médiatiques** actuelles : simple, visuel, spectaculaire et exceptionnel (la vie des gens a basculé en quelques secondes). Des caractéristiques qui « font défaut » aux conflits de longue durée ou aux grandes sécheresses, par exemple.
- La **nouveauté**, ingrédient indispensable à toute bonne histoire, n'est forcément pas présente dans les crises de longue durée. A la longue, la situation finit par être banalisée, ou même par donner l'impression d'être impossible à résoudre. A quoi bon payer un journaliste pour rapporter tout le temps la même histoire ?
- Le **danger** que comportent certaines missions, les interdictions ou difficultés émanant de certains gouvernements (ex. Zimbabwe, Soudan) empêchent les médias d'accéder à l'information.
- Enfin, par facilité, les médias s'alignent souvent sur l'**agenda politique** national ou international. Un agenda qui a sa logique propre...

### Mettre fin à l'injustice de l'aide

Loin de correspondre à la stricte nécessité humanitaire, l'aide octroyée par les gouvernements s'avère souvent intéressée. Elle suit même de manière remarquable leurs intérêts géopolitiques. Il suffit de se pencher sur les données de l'OCDE pour constater que l'aide se concentre sur les situations d'urgence sous le feu des projecteurs. Chaque année, un pays en vogue (ces dernières années, l'Afghanistan et l'Irak) récolte entre 11 et 21% de l'aide totale, pendant que des dizaines d'autres pays en attente de fonds se partagent le reste.



La crise à l'Est de la RDC est l'une des pires au monde. Pourtant, l'aide fait largement défaut...

Oxfam dénonce depuis des années cette politique injuste. A travers la campagne « Rights in Crisis » (voir p. 2), nous faisons pression sur les dirigeants afin qu'ils mettent en place un système d'aide plus objectif et plus équitable.

Depuis quelques années, des initiatives allant dans ce sens voient le jour :

- **ECHO** : vivement critiqué (notamment par Oxfam) en 1999 pour avoir consacré 57% de ses fonds exclusivement à l'ex-Yougoslavie, ce service a depuis développé une méthodologie visant à mettre en évidence les urgences ou secteurs perdant l'attention des donateurs. Une liste est établie et publiée chaque année, sur laquelle se base ce service dans son programme d'aide.

- **CERF** (voir p.2) : si les deux tiers de ses fonds sont consacrés aux situations d'urgence, le tiers restant est

destiné à redresser les déséquilibres de l'aide mondiale, donc aux crises oubliées.

Cependant, les perspectives 2009-2010 sont loin d'être enthousiasmantes. L'ONU a annoncé fin juillet un « trou » record de 4,8 milliards de dollars dans son budget d'aide humanitaire, causé notamment par la crise économique et les restrictions budgétaires qui en ont découlé pour de nombreux pays.

Quant aux pays atteints directement par cette infortune budgétaire, on y retrouve sans surprise le Soudan la RDC, le Zimbabwe et la Somalie. L'Afrique est la reine des crises oubliées et sous-financées...

Julie Fueyo Fernandez

## Vers une nouvelle ingérence humanitaire ?

Face aux échecs répétés de la communauté internationale à prévenir et stopper les génocides et massacres dans le monde, un nouveau concept a vu le jour ces dix dernières années : la « responsabilité de protéger ». Une notion qui déchaîne les passions...

Lors d'une crise humanitaire, où s'arrête la souveraineté d'un État et où commence l'interventionnisme extérieur ? Depuis bien longtemps, cette question agite les milieux politiques et juridiques, divisés sur la question hautement polémique du « droit d'ingérence humanitaire ». Selon cette doctrine, la souveraineté nationale d'un État peut être violée – y compris militairement – si des atteintes massives aux droits de l'homme sont commises sur son territoire.

Evoquée dès les années 70 dans le cadre de la guerre du Biafra (1967-1970) et du génocide au Cambodge (1975-1979), cette notion s'est surtout développée dans les années 90, marquées notamment par le génocide au Rwanda et le nettoyage ethnique au Kosovo. Bernard Kouchner, alors ministre français en charge de l'action humanitaire puis haut représentant de l'ONU au Kosovo, se fait le héraut de cette doctrine du « droit d'ingérence », qu'il invoque dans le cadre de plusieurs crises et interventions : Kurdistan irakien en 1991, Somalie fin 1992, Rwanda en 1994, Bosnie-Herzégovine en 1994-1995, Liberia, Sierra Leone et Albanie en 1997, Kosovo en 1999...

### Souveraineté et responsabilité

Rapidement, des critiques sévères émergent toutefois quant à l'utilisation abusive de cette doctrine par les principales puissances mondiales, pointées du doigt pour leur interventionnisme sélectif et souvent intéressé. Ces critiques et les drames à répétition des années 90 poussèrent le Secrétaire général de l'ONU de l'époque, Kofi Annan, à mettre la communauté inter-

nationale au défi : ne plus permettre d'autres Rwanda ou d'autres Srebrenica sans pour autant mettre à mal la notion fondamentale de souveraineté des États.

L'intense réflexion qui s'ensuivit donna naissance à un nouveau concept : la « responsabilité de protéger » (ou R2P). Approuvé à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies lors du Sommet mondial de 2005, ce concept stipule que chaque État a la responsabilité première de protéger sa propre population du génocide, du nettoyage ethnique, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. La communauté internationale doit, si nécessaire, encourager et aider les États à s'acquitter de cette responsabilité. La R2P stipule également que lorsqu'un État est incapable ou refuse d'assumer cette charge, c'est à la communauté internationale d'agir pour prévenir et faire cesser ces atrocités, y compris – en dernière instance – par la force.

### Les habits neufs de l'ingérence ?

Malgré son approbation unanime aux Nations Unies il y a quatre ans, le concept fait aujourd'hui encore l'objet d'intenses critiques, certains voyant en lui un nouveau moyen de légitimer les interventions des puissances militaires dans les pays du Sud. Miguel D'Escoto-Brockmann, président de l'Assemblée générale de l'ONU, exprime d'ailleurs régulièrement ses doutes quant à ce concept et à sa mise en œuvre, rappelant la sélectivité du principe de protection – pourquoi l'appliquer au Darfour mais pas à Gaza ? – et le fait que le colonialisme et l'interventionnisme ont eux aussi recouru à l'argument de la res-

Photo : ONU



« Où sont les forces internationales ? ». Camp de déplacés de Kalma, au sud du Darfour.

ponsabilité de protéger. Un argument de poids, quand on sait que les guerres d'Irak et de Géorgie ont cherché à s'abriter derrière cette « responsabilité ». Alors, la R2P, nouveau cache-sexe de l'interventionnisme occidental ?

« Rien n'est plus éloigné de la vérité », explique Nicola Reindorp, responsable du plaidoyer au sein du Centre Mondial pour la Responsabilité de Protéger. « La R2P vise d'abord à ce que chaque État, au Nord comme au Sud, assure la protection de ses propres citoyens. L'action internationale n'est qu'une éventuelle seconde étape, et se focalise surtout sur des outils pacifiques comme la diplomatie, la prévention des conflits, l'aide économique, le renforcement des structures de l'État, des organisations régionales ou des systèmes d'alerte. »

« Les actions militaires ne sont envisageables qu'en dernière instance, avec l'accord du Conseil de Sécurité et dans les circonstances les plus extrêmes : génocide, nettoyage ethnique, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Il s'agit là d'un cadre approuvé par l'en-

semble de la communauté internationale, et notamment par de nombreux pays du Sud, à la pointe du combat pour l'avancement de la R2P. Les populations du Sud sont les premières à dire qu'au 21<sup>ème</sup> siècle, la souveraineté ne peut plus être brandie comme une barrière absolue permettant aux gouvernements de faire n'importe quoi. »

Quid toutefois du caractère sélectif de son application ? « Il est clair que la réalité de l'action internationale reste un jeu politique de puissance et d'intérêts, marqué par les double standards », poursuit Reindorp. « Mais ce n'est pas parce qu'on ne peut appliquer une norme partout et tout le temps qu'on doit la rejeter en bloc. La société civile et les ONG comme Oxfam ont ici un rôle important à jouer. C'est à elles de faire pression pour que la R2P soit appliquée correctement et équitablement. »

Frédéric Janssens

[www.responsibilitytoprotect.org](http://www.responsibilitytoprotect.org)  
[www.globalr2p.org](http://www.globalr2p.org)

## Défendre les civils, de Gaza à Goma

Pour améliorer l'assistance et la protection des civils lors des conflits, Oxfam et ses partenaires agissent tant sur le terrain que dans les coulisses du pouvoir. Illustration en République démocratique du Congo et dans le Territoire palestinien occupé.

d'être une priorité des belligérants – états ou acteurs non-étatiques – et qu'un travail de fond s'impose à tous les niveaux de décision pour faire cesser cette injustice. La réponse d'Oxfam face aux crises humanitaires se fait donc dans cette optique « multi-couches », des bureaux climatisés de l'ONU aux champs de maïs du Kivu.



Manifestation contre l'offensive israélienne à Gaza, janvier 2009 (Bruxelles).

Samedi 27 décembre 2008, 11h30 du matin. L'armée israélienne lance l'opération « Plomb durci » sur la Bande de Gaza. Objectif officiel : mettre fin aux tirs de roquettes de groupes armés palestiniens. Menée pendant plus de 3 semaines, cette offensive aérienne et terrestre aura des conséquences désastreuses pour les Palestiniens : plus de 1.300 morts et 5.000 blessés, 8.000 maisons détruites et 80 à 90.000 déplacés, dont une écrasante majorité de civils pris au piège d'un territoire hermétiquement fermé depuis plus d'un an et demi (voir p. 12).

Au même moment, à des milliers de kilomètres de là, les combats s'intensifient une nouvelle fois à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Coincés entre l'armée congolaise et les différents groupes rebelles présents dans la région, des centaines de milliers de civils sont contraints de fuir pour échapper à la mort, aux tortures et aux viols. Une situation qui se poursuit encore actuellement, faisant du conflit en RDC l'une des pires catastrophes humanitaires de notre époque : 5,4 millions de morts depuis 1998 et plus de 2 millions de déplacés internes.

Si différentes soient-elles, ces deux crises montrent qu'aujourd'hui encore, la vie et la dignité des civils sont loin

### Répondre aux besoins immédiats

« Lors des crises humanitaires, les civils sont confrontés à de nombreux problèmes : manque de protection, accès insuffisant aux services de base, logement, revenus... Il faut donc agir rapidement à ces niveaux » explique Steven Van Damme, responsable du plaidoyer humanitaire d'Oxfam-Solidarité.

« Lors de l'offensive à Gaza, Oxfam et ses partenaires locaux ont fourni des kits d'hygiène, des couvertures, des médicaments, du matériel médical et du carburant pour alimenter les générateurs des hôpitaux. A l'Est de la RDC, nous contribuons à soutenir plus de 800.000 personnes dans et hors des camps de déplacés ainsi que les familles d'accueil. Nous nous concentrons surtout sur la fourniture d'eau et d'installations sanitaires, ainsi que sur la sécurité alimentaire des populations. L'objectif est ici de réduire la malnutrition et la propagation des maladies, responsables de la majorité des décès depuis le début du conflit. »

### Faire pression sur les dirigeants

Cette réponse rapide aux besoins immédiats des populations s'accompagne d'un intense travail de lobbying auprès des décideurs et des instances internationales, civiles ou militaires. Le « plai-

doyer humanitaire » s'exerce alors en coulisses, de Bruxelles à New York, de Kinshasa à Jérusalem.

« Lors de nos entrevues avec les dirigeants, nous focalisons surtout notre plaidoyer sur la protection des civils et l'assistance aux victimes », poursuit Steven Van Damme.

« Par exemple, en RDC, la mission de maintien de la paix de l'ONU soutient l'armée congolaise, mais cette dernière se rend coupable de violations graves du droit international humanitaire, au même titre que les groupes qu'elle combat ou auxquels elle s'allie. Nous poussons donc les dirigeants belges et internationaux à conditionner leur soutien aux opérations militaires congolaises au respect de certains principes de base : fin de l'impunité, renvoi des militaires coupables de crimes de guerre, etc. »

« Mais nous demandons surtout que davantage d'énergie et de moyens soient consacrés à une sortie de crise politique. Il est fondamental de soutenir le processus de désarmement volontaire des groupes armés non-étatiques et leur réintégration dans leurs sociétés et communautés. Quant à l'aide humanitaire, nous plaidons pour une amé-

lioration de ses mécanismes actuels et pour une augmentation drastique des fonds octroyés. En 2008, un déplacé congolais a reçu 443 dollars d'aide d'urgence : c'est trois fois moins qu'un déplacé tchadien et 6 fois moins qu'un déplacé afghan. Il faut corriger cette injustice. »

Le plaidoyer humanitaire d'Oxfam pour le Territoire palestinien occupé est assez différent : il se focalise surtout sur le respect du droit international humanitaire de la part de l'occupant israélien.

« Les mesures qu'Israël met en œuvre – blocus de Gaza, confiscation de territoires palestiniens en Cisjordanie, restrictions à la liberté de mouvement et d'accès – ont des conséquences dramatiques sur les civils. A Gaza, 90% des habitants dépendent aujourd'hui de l'aide humanitaire pour survivre. »

« Avec nos partenaires, nous plaidons donc auprès des décideurs pour la levée du blocus et pour le respect du droit par chacune des parties. Ce n'est qu'en respectant le droit et en donnant la priorité aux civils que l'on pourra trouver une solution juste et acceptée de tous. »

Frédéric Janssens

# Le fardeau des Colombiennes

Bien souvent, les crises humanitaires vont de pair avec de nombreuses atteintes aux droits humains. Des violations qui affectent particulièrement les femmes. En Colombie, elles sont les victimes oubliées d'un conflit armé qui fait rage depuis près de cinquante ans.

Si il est un État dont l'histoire rime avec violence, c'est bien la Colombie. Rien qu'au 19<sup>ème</sup> siècle, une cinquantaine de conflits internes secouèrent le pays. Et cela fait désormais près de 50 ans que les Colombiens ne connaissent pas la paix. L'histoire instable de la Colombie et les inégalités structurelles qui affectent ses habitants ont donné naissance à une série de guérillas (dont les FARC et l'ELN) affrontant l'armée et les groupes paramilitaires.

La population civile est prise en otage par ce conflit : entre les menaces, les enlèvements, les séquestrations, les viols, les tortures et les assassinats, la liste des violations des droits humains et du droit humanitaire international semble infinie. Et comme toujours en situation de crise, ce sont les groupes les plus vulnérables qui paient le prix fort : les Indiens, les Afro-Colombiens, les défenseurs des droits humains, les syndicalistes, les paysans et, bien entendu, les femmes.

## La violence sexuelle, une arme de guerre

En Colombie, des groupes armés s'en prennent chaque jour aux femmes de l'ennemi. La violence sexuelle à leur rencontre est particulièrement marquée : viols, abus sexuels, menaces et intimidations, prostitution forcée, esclavage sexuel,



La violence qui déchire la Colombie depuis 50 ans a rendu les femmes particulièrement vulnérables.

mutilations génitales ou contrôle des naissances... Les guérillas, les paramilitaires et l'armée recourent à ces violences comme à de véritables armes de guerre. Elles servent de punition ou de torture, sèment la terreur, permettent de blesser et de se venger de l'ennemi. La même méthode est utilisée pour faire fuir les paysans « encombrants » : on viole ou menace de violer leurs femmes et leurs filles.

Au fil des années, ce conflit a conduit à un véritable exode de la population rurale, celle-ci fuyant les régions contrôlées par les groupes armés. Avec trois millions de personnes déplacées, la Colombie se hisse d'ailleurs à la deuxième place des pays au plus grand nombre de déplacés internes. Les gens s'établissent massivement dans des bidonvilles en périphérie des plus grandes villes. Mais la situation n'y est guère meilleure : la misère, le manque d'éducation et les noyaux familiaux éclatés constituent un vivier idéal pour la violence domestique et les agressions sexuelles de tout type. On estime que 60 à 70% des Colombiennes ont subi une forme de violence dans

leur vie, qu'il s'agisse de violence physique ou sexuelle, d'intimidations ou de menaces. Les victimes se trouvent souvent parmi les Afro-Colombiennes ou les Indiennes, et sont pour 50% des jeunes de 15 à 24 ans.

## Briser l'impunité

Partout dans le monde, le lien entre crise humanitaire et violence de genre saute aux yeux. L'éclatement des familles et des communautés, la perturbation des services sociaux et des institutions (dont la police) sont autant de facteurs qui conduisent une société à ne plus fonctionner normalement, ce qui affecte en premier lieu les femmes.

Mais la crise que connaît la Colombie ne peut en aucune façon excuser l'impunité flagrante qui y règne en matière de violence sexuelle. Devant l'évident manque de volonté politique de condamner les responsables, voire même de mener une enquête, les femmes - déjà effrayées par la possibilité de représailles, prises de honte ou d'un sentiment de culpabilité - renoncent souvent à porter plainte. Elles deviennent ainsi des victimes invisibles, oubliées.

Heureusement, de plus en plus d'organisations de femmes se mobilisent et dénoncent publiquement la violence sexuelle. Dans leur combat, elles peuvent aussi compter sur l'appui d'organisations de défense des droits humains comme CCAJAR, un collectif d'avocats partenaire d'Oxfam-Solidarité. Leur lutte conjointe permet de faire davantage entendre la voix des femmes.

Ce sont ces initiatives qui ont abouti à ce qu'en 2008, la Cour constitutionnelle colombienne reconnaisse, à l'instar de nombreuses organisations nationales et internationales, que la violence sexuelle contre les femmes et les jeunes filles est utilisée de manière "systématique et généralisée" dans le conflit colombien.

Cette décision oblige désormais le gouvernement à prendre en considération cette problématique et à adopter des mesures de protection des droits fondamentaux des femmes déplacées par le conflit armé. Un grand pas en avant a donc été réalisé. Reste à savoir s'il sera suivi d'autres.

Julie Fueyo Fernandez

## Des micro-projets pour sauver un maximum de vies

Parce qu'il vaut mieux prévenir que guérir, Oxfam-Solidarité intègre à ses projets une dimension qui allie aide humanitaire et développement durable : la réduction des risques de catastrophes. Au Salvador, ces pratiques se diffusent avec succès, notamment par le biais de micro-projets de renforcement d'infrastructures.



Atelier de formation à la réduction des risques dans la région de San Salvador.

Dans les scénarios classiques de l'aide humanitaire, les ONG interviennent juste après une catastrophe pour « nettoyer les dégâts ». Puis une fois la situation « normale » rétablie, elles quittent le terrain avec le sentiment du devoir accompli. Mais est-il logique de rétablir une situation qui a prouvé sa vulnérabilité et où il est donc fort probable qu'un désastre se reproduise ?

### Réduire l'impact des menaces naturelles

Les programmes de réduction des risques de catastrophes (ou DRR) offrent une alternative. Il s'agit d'un ensemble

de mesures permettant de réduire ou même d'éviter l'impact de menaces dues aux éléments naturels ou à l'homme, et ce à travers trois types d'activités : la **préparation** des communautés aux catastrophes; la **prévention**, qui s'attaque aux causes (physiques, sociales, politiques ou économiques) de la vulnérabilité; et la **mitigation**, qui consiste à réduire la vulnérabilité physique de structures ou de sites pouvant représenter un danger.

Cette troisième composante du DRR fait actuellement l'objet d'un projet d'Oxfam-Solidarité au Salvador, dans la région particulièrement vulnérable de

San Salvador, régulièrement confrontée aux désastres naturels (séismes, orages tropicaux,...). Financé par ECHO dans le cadre du programme DIPECHO (voir p.2), ce projet est coordonné par Procomes, une organisation partenaire d'Oxfam-Solidarité qui aide les communautés de base à revendiquer leur droit aux services sociaux de base.

Amorcé fin 2008 et d'une durée de 15 mois, ce projet prévoit notamment la réalisation de micro-projets de renforcement des infrastructures essentielles dans le cadre du DRR : routes d'évacuation, abris temporaires, murs de contention, récepteurs d'eau de pluie... Ces projets d'envergure modeste peuvent sauver de nombreuses vies en cas de menace naturelle.

Dans une première phase (mars-mai 2009) ont eu lieu des ateliers de formation de leaders communautaires à l'élaboration et la gestion des micro-projets. Ces ateliers ont fourni à leurs participants – les comités communaux de protection civile (CCPC) et les promoteurs sociaux de la municipalité – des outils pour formuler, exécuter et évaluer des micro-projets dans leurs communautés. La deuxième phase verra la conception et l'exécution de 10 micro-projets. Chaque proposition des communautés fait l'objet d'études de techniciens et des membres des CCPC, et un ingénieur-architecte est recruté pour l'exécution.

### Un pacte à triple responsabilité

Il existe un réel pacte entre les trois principaux acteurs du projet : les communautés, les municipalités et Oxfam-Solidarité avec son partenaire Procomes.

« Si Oxfam-Solidarité apporte les moyens financiers, nous attendons en contrepartie un réel engagement de la part des deux autres intervenants », explique Karol Spier, coordinatrice du projet DIPECHO au Salvador pour Oxfam-Solidarité. « La réalisation des projets nécessite énormément de main-d'oeuvre bénévole. Et ce n'est



Karol Spier, coordinatrice du projet au Salvador

pas évident, parce que tout le monde travaille. Mais les gens ont une attitude très volontaire et se montrent fort intéressés. Ils sont conscients de leur vulnérabilité. Vivre face aux risques était même une situation normale pour eux. Ils ne réalisaient pas qu'il existait des solutions. Nous leur avons ouvert les yeux sur la nécessité de se préparer. Le fait d'être impliqués dans la réalisation des micro-projets dès leur conception fait qu'ils peuvent se l'approprier et assure le succès à long terme. »

Autre paramètre essentiel pour la réussite des programmes de DRR : l'implication des autorités à tous les niveaux (national, régional, municipal...). Partant de leur responsabilité de protéger leurs citoyens, il leur incombe en effet de diriger et de coordonner les opérations. Oxfam-Solidarité encourage donc la population civile à revendiquer ce droit à la protection contre les catastrophes. Les communautés se sont adressées au promoteur social, qui représente les autorités publiques et fait le lien entre la municipalité, les communautés et Oxfam-Solidarité.

« A l'avenir, ce sera le rôle des promoteurs sociaux de coordonner les micro-projets, d'assurer leur pérennité et de diffuser ces pratiques à d'autres communautés où ils travaillent », poursuit Karol Spier. « On parle déjà de développer des projets similaires dans d'autres communautés, mais la difficulté reste toujours la même : les micro-projets sont actuellement financés par Oxfam-Solidarité ou d'autres ONG ; à l'avenir, les fonds devront provenir de l'Etat, qui les décentralisera vers les régions et municipalités. C'est là un réel défi à relever. »

Julie Fueyo Fernandez

## Sahara occidental : en attendant Godot...

**Le Croissant-Rouge sahraoui, partenaire d'Oxfam-Solidarité, distribue l'aide alimentaire au sein des campements sahraouis près de Tindouf, en Algérie. Yahia Buhobeini, président de l'organisation, nous relate la difficulté de gérer une situation d'urgence devenue permanente.**

pas encore abouti et les Sahraouis n'ont toujours pas obtenu le droit à l'autodétermination.

### Quand provisoire rime avec éternité

On compte aujourd'hui plus de 150.000 réfugiés à Tindouf. Certains y ont vieilli, d'autres y sont nés. Tous attendent le moment où ils pourront être réunis avec leur famille restée de l'autre côté du mur. Un mur de 2.700 km, parsemé de mines, érigé par l'armée marocaine pour séparer les territoires du Sahara occidental occupés par le Maroc (¾ des 213.000km<sup>2</sup>) de ceux qui sont gérés par le Front Polisario.



Dans les camps sahraouis, l'attente perdure depuis plus de 33 ans. Environs de Tindouf, Algérie.

Photo : Eric de Mildt

Connexion internet perturbée, téléphone régulièrement coupé par des tempêtes de sable... Pas facile de joindre Yahia Buhobeini depuis la Belgique. Bienvenue dans les campements sahraouis, où la sensation d'être isolé du reste du monde n'est qu'un des soucis d'une population murée dans l'oubli, le silence et l'attente.

Le Sahara occidental est une ancienne colonie espagnole. En 1975, au départ des Espagnols et suite à un traité illégal signé avec ceux-ci, le Maroc revendique le territoire et l'envahit aussitôt, suscitant une résistance armée du Front Polisario, mouvement politique et armé qui réclame l'indépendance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et qui luttait déjà contre l'occupant espagnol. Ces combats ont poussé près de la moitié de la population sahraouie à fuir près de Tindouf, en Algérie, où elle s'est établie dans des campements de réfugiés.

Si un cessez-le-feu a été instauré en 1991, la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un Référendum au Sahara Occidental (MINURSO) n'a

Mais l'attente devient interminable quand elle est liée à une inactivité imposée par la chaleur et les tempêtes de sable, fréquentes dans cette région désertique. « Les activités agricoles ou économiques sont quasi exclues. Chaque jour, nous nous posons la même question: que faire pour occuper ces milliers de personnes ? » explique Yahia Buhobeini. « Nous ne pouvons pas satisfaire tout le monde, mais nous lançons de petites initiatives : des ateliers de mécanique, des coiffeurs et même des petits restaurants ont vu le jour. »

Des restaurants ? Autant dire qu'il faut faire preuve d'imagination pour cuisiner des plats variés avec les ingrédients disponibles sur place. En effet, les réfugiés sahraouis sont entièrement dépendants de l'aide alimentaire internationale dispensée par le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) et par des ONG comme Oxfam-Solidarité (programme soutenu par ECHO).

« Au quotidien, la nourriture reste insuffisante et le régime alimentaire manque cruellement de diversité » déplore Yahia Buhobeini. « Alors que cette situation perdure depuis plus de

33 ans, elle est toujours traitée comme un cas d'urgence. L'aide n'est donc pas du tout adaptée : les rations sont des rations d'urgence et l'alimentation est peu diversifiée. La population souffre de malnutrition chronique et d'anémie, et les enfants ont de sérieux problèmes de croissance. »

### S'organiser, tant bien que mal

Comme dans la pièce de Samuel Beckett, où les personnages attendent indéfiniment le dénommé Godot, l'habitude est une grande sourdine. « Les gens sont déçus et frustrés, car il ne se passe rien », poursuit le président du Croissant-Rouge Sahraoui. « Ils ont l'impression que personne ne parle d'eux dans les médias parce que leur situation est finalement très calme. Certains sont donc tentés de choisir la voie de l'hostilité. »

« Mais contrairement à la plupart des campements de réfugiés ailleurs dans le monde, on ne dénote ici aucune criminalité et aucune violence à l'encontre des femmes et des enfants. Le personnel humanitaire peut lui aussi circuler jour et nuit sans problème. Nous pen-

sons que cela est dû en grande partie à notre stratégie participative basée sur la transparence et l'organisation. Ici, tout le monde est bénévole: les médecins, les enseignants... Chacun participe aussi à la distribution alimentaire. Les femmes y jouent d'ailleurs un rôle de première importance. »

En parlant d'organisation, on oublie parfois que les Sahraouis forment un État, la RASD. Ils ont un gouvernement et un parlement élus démocratiquement, avec un vrai programme, et 34% des parlementaires sont des femmes. Un pourcentage considérable par rapport aux autres États arabes. Drôle d'État que la RASD, largement reconnu mais dont une bonne partie de la population vit dans des tentes au cœur d'un désert hostile, avec la sensation d'être oubliée par la communauté internationale.

Depuis plus de 33 ans, les Sahraouis attendent la réalisation de leur droit à l'autodétermination, véritable clé de leur liberté. Mais parfois, ils ont vraiment l'impression d'attendre Godot...

Julie Fueyo Fernandez

## Deux ans de punition collective à Gaza

**D**émarré en juin 2007, le blocus israélien de Gaza est entré dans sa troisième année. Les conséquences de cette situation sont dramatiques pour les 1,5 million de gazaouis totalement coupés du reste du monde.

Selon les Nations Unies, 90% de la population de Gaza dépend aujourd'hui de l'aide humanitaire pour se nourrir. L'économie s'est effondrée, et le taux de chômage atteint près de 50%. Du fait du blocus, la reconstruction et le développement s'avèrent impossibles.

Seuls les aliments de base, les médicaments et les biens essentiels peuvent entrer. La population se retrouve en position de dépendance totale, sans la moindre perspective d'avenir, alors qu'elle souhaite avant tout pouvoir travailler et se prendre en main.



Dans un récent rapport, Oxfam a recueilli les témoignages d'ouvriers agricoles et d'étudiants de Beit Lahiya et de la région d'Al Mawassi à Rafah. Tous racontent comment ils tentent d'aider leur famille

à s'en sortir et à conserver leur dignité en dépit de la perte brutale de revenus due au blocus. Quiconque se rend à Gaza en ressort en effet impressionné par cette capacité à rebondir et par l'ingéniosité déployée pour contourner les obstacles rencontrés jour après jour.

Mais ces astuces ne suffisent pas. Il est temps que les autorités israéliennes, les dirigeants palestiniens et la communauté internationale prennent leurs responsabilités et cessent de faire primer leurs intérêts politiques sur le bien-être et les droits des Palestiniens. Si rien n'est fait pour s'attaquer aux racines politiques de cette crise, aucun montant – si élevé soit-il – ne permettra d'améliorer la vie des hommes, femmes et enfants de Gaza. Aucun progrès n'est envisageable tant que le blocus sera d'application.

[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be) (Campagnes - Palestine)

## Triumph, la crise et les syndicats

**A**u Nord comme au Sud, la crise économique mondiale amène bon nombre d'entreprises à fermer des sites de production. Mais la crise a parfois bon dos, et sert de prétexte pour se débarrasser de syndicats jugés un peu trop puissants...

Un exemple très clair nous est fourni par Triumph, le géant suisse-allemand de la

lingerie. Prenant prétexte de la crise, l'entreprise a licencié 3.651 ouvriers (dont une majorité de femmes) dans ses filiales de Thaïlande et des Philippines.

Selon la direction de Triumph, ces fermetures seraient indispensables pour garantir la stabilité financière de l'entreprise. Mais les travailleurs considèrent pour leur part qu'il s'agit d'une

stratégie délibérée à l'encontre des syndicats, dans un schéma de course vers le bas salariale et sociale. L'entreprise, qui s'est depuis longtemps bâtie une mauvaise réputation en matière de droit du travail, envisagerait en effet de délocaliser la production vers d'autres régions où les organisations syndicales sont plus faibles.

Les travailleurs thaïlandais et philippins mènent donc des actions, avec le soutien de trois partenaires d'Oxfam : Thai Labour Campaign, Committee for Asian Women et AMRC. Plus d'infos sur notre site [www.oxfamsol.be/travail](http://www.oxfamsol.be/travail)



## Investir dans l'agriculture, ça marche !



**A**ujourd'hui, en Afrique, une personne sur trois est touchée par la crise alimentaire. Le problème chronique de l'alimentation n'a fait que s'accroître ces dernières années. De nombreux fermiers travaillent dans des conditions très difficiles, habitent dans des régions isolées, sans accès au marché ni aux services essentiels comme l'eau, la santé ou l'enseignement. Pour beaucoup, l'accès à la terre fait également défaut.

En cause : le manque d'investissements et une politique agricole inadaptée. En

2003, les gouvernements africains se sont engagés à consacrer au moins 10% de leur budget national au secteur agricole. Seuls sept pays ont jusqu'à présent tenu cette promesse. L'action de la communauté internationale se fait elle aussi attendre. Des 12 milliards de dollars promis en 2008 pour soutenir l'agriculture du Sud, seul un milliard a effectivement été octroyé.

Le rapport d'Oxfam "Investir dans les agriculteurs pauvres : une stratégie porteuse" rappelle l'urgence d'invest-

tir davantage dans l'agriculture et de mieux gérer ces investissements. Il faut notamment renforcer la capacité des femmes et accorder une attention particulière aux agriculteurs et éleveurs des régions isolées. L'agriculture paysanne et l'élevage sont d'importants facteurs de conservation de la biodiversité et de protection des régions vulnérables. Ils doivent donc être particulièrement soutenus dans la lutte contre le changement climatique.

[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be) (Campagnes - Souveraineté alimentaire)

# Une année cruciale pour le climat

En 2007, les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publiaient un rapport confirmant l'influence majeure de l'homme sur le réchauffement climatique. Deux ans plus tard, la réunion scientifique de Copenhague a certifié que l'impact des émissions de CO<sub>2</sub> sur le climat pose un réel danger pour l'homme.

Le changement climatique est une réalité incontestable dont les effets se font déjà ressentir. Les prévisions des scientifiques ne cessent de s'aggraver, et l'expérience d'Oxfam dans près de 100 pays ne laisse plus de place au doute : 100 millions de personnes souffrent déjà des effets du changement climatique, et ce dernier met à mal les efforts déployés pour lutter contre la pauvreté.

## Saisons bouleversées et baisse des rendements

Des paysans issus de nombreux pays font état d'une modification claire du rythme des saisons. Beaucoup constatent que les pluies se font plus rares et plus violentes.

Au Bangladesh, en Ouganda ou au Nicaragua, les mauvaises récoltes se succèdent année après année. Ne pouvant plus recourir aux pratiques agri-

coles des générations précédentes, les paysans n'ont d'autre choix que d'espérer : espérer que la prochaine récolte ne sera pas anéantie par une longue sécheresse ou des pluies torrentielles.

On sait aujourd'hui que le riz et le maïs – deux cultures dont dépendent des centaines de millions de personnes – vont connaître des baisses de rendement spectaculaires d'ici 2020. Les changements de température ont également un impact sur la quantité et la qualité de produits d'exportation comme le café ou le thé, ce qui risque d'affecter les revenus de nombreuses familles de producteurs. Au final, les famines provoquées par le changement climatique pourraient constituer la principale tragédie de ce siècle.

## Il faut agir maintenant !

L'année 2009 sera cruciale dans la lutte contre le changement climatique. En



Photo : Abu Abdullah/Oxfam

Rescapés du cyclone Aila, qui s'est abattu sur le Bangladesh fin mai 2009.

décembre, le sommet de l'ONU sur le climat se tiendra à Copenhague. Mais beaucoup d'observateurs doutent qu'il existe une volonté politique suffisante dans le chef du G8 pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les pays industrialisés sont historiquement responsables de la crise climatique. Il est donc juste qu'ils réduisent drastiquement leurs émissions domestiques et qu'ils financent la réduction des émissions dans les pays pauvres. Oxfam estime que 150 milliards de dollars par an sont nécessaires chaque année pour financer l'adaptation et la

limitation des émissions de CO<sub>2</sub> dans les pays en développement. Un montant relativement faible comparé au coût prévu de l'inaction – 5 à 20% du PNB mondial selon l'économiste Nicolas Stern – et aux montants déboursés il y a quelques mois pour venir à la rescousse des banques.

Jusqu'à présent, les pays riches n'ont pas rempli leur obligation de protéger leurs citoyens d'un changement climatique qui s'annonce catastrophique. S'ils veulent sauver des vies et faire des économies, l'heure est venue d'agir.

[www.oxfamsol.be/climat](http://www.oxfamsol.be/climat)

# Un plan secret contre la santé

Les firmes qui fabriquent des médicaments génériques à prix abordable risquent d'être poursuivies en justice. Telle est la conséquence d'un accord secret qu'une poignée de pays riches sont en train de dessiner.

Une douzaine d'Etats, comprenant notamment les Etats-Unis, l'Union européenne, le Canada, le Japon, l'Australie, la Corée, la Suisse et la Nouvelle-Zélande, négocient actuellement un nouvel Accord Commercial Anti-

Contrefaçon (ACTA). Par cet accord, ces pays souhaitent mettre sur pied des règles multilatérales sur les droits de propriété intellectuelle, en ce compris sur les brevets, rendant de ce fait la fabrication de génériques plus difficile.

Ces négociations se déroulent dans l'opacité la plus totale, et Oxfam craint que les intérêts des pays pauvres ne soient pas pris en considération. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas représentés dans le groupe des négociateurs.

Depuis novembre 2008, les services douaniers de l'UE ont saisi au moins 18 cargaisons de médicaments génériques légaux en provenance d'Inde et de Chine, destinées à alimenter les pays en développement. Ces génériques comprenaient notamment des traitements contre le VIH/SIDA et les maladies cardiaques. Malgré les critiques émises par l'Organisation Mondiale de la Santé ou UNITAID, l'Union européenne refuse de revoir ses règles, et pourra d'ailleurs les élargir grâce à l'ACTA.

Il est inacceptable qu'une poignée de gouvernements négocient un accord sur les droits de propriété intellectuelle sans impliquer les pays directement affectés par ces décisions.

L'UE doit arrêter de saisir illégalement les médicaments génériques et cesser de pousser les autres pays à adapter leur réglementation en fonction des intérêts des multinationales pharmaceutiques.

[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Nena Baeyens

# oxfam téléx

## MICRO-CRÉDITS, MAXI EFFETS

Dans la province du Badakhshan, l'une des plus pauvres d'Afghanistan, la vie est particulièrement dure pour les femmes. La région est l'une des pires au monde pour accoucher, et les normes conservatrices empêchent les femmes d'accéder aux hôpitaux où pratiquent des hommes médecins.



Photo : Tineke D'haese

C'est dans cette région qu'Oxfam a démarré un projet de micro-crédits destinés à des groupes de femmes voulant mettre sur pied

des petites entreprises. Des ateliers et des formations sur la violence domestique et sur les questions de genre sont également prévus. Un projet modeste, mais dont l'impact se révèle très important pour de nombreuses femmes afghanes. Retrouvez toutes les informations et les photos sur le site internet d'Oxfam International.

[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

## TRAVAIL DÉCENT : ENFONÇONS LE CLOU !

Ce mercredi 7 octobre, la campagne pour le travail décent entre officiellement dans sa deuxième année, avec un nouveau slogan: "Les travailleurs ne sont pas des outils. Il est temps d'enfoncer le clou". L'accent sera mis sur la régulation des entreprises privées.

Pour marquer le coup, la coalition travail décent, menée par CNC-D-11.11.11, a prévu plusieurs activités à Bruxelles – dont un concert place de la Monnaie – et dans certaines gares de Belgique  
Plus d'infos : [www.travaildecent.be](http://www.travaildecent.be)

## PREMIER DÉFILÉ D'OXFAM SECOND STYLE

Ce vendredi 11 septembre, la Maison des Arts de Schaerbeek accueillera le premier vrai défilé de mode d'Oxfam Second Style, un projet d'Oxfam-Solidarité donnant l'occasion à de jeunes créateurs belges de réutiliser des vêtements collectés par Oxfam pour les transformer en créations originales. Ces créations sont vendues dans notre magasin situé rue des Chartreux 37, à Bruxelles.

Le défilé du 11 septembre marquera le début de l'événement "Get in The House", rencontre haute en couleurs de la mode, de l'art, du design et de la musique. Les mannequins défilent sur de la musique live jouée par Moon's Quartet, Jordan Payne et DJ Rim-K. Vous pourrez également admirer les œuvres de nombreux artistes parmi lesquels Danièle Anciaux, Véronique Le Boulengé, Caroline Van Assche, Hubert Verbruggen et Michel Dusariez. **Le défilé commencera à 19h30 au 147 de la Chaussée de Haecht.**

Plus d'infos : [www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be) (Seconde main – Second Style)

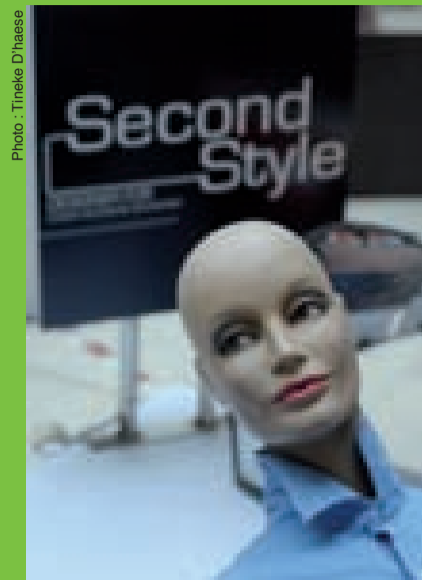


Photo : Tineke D'haese

## UN RETOUR SÛR POUR LES RÉFUGIÉS PAKISTANAIS

Fin avril, les opérations de l'armée pakistanaise contre les milices de la vallée de Swat ont provoqué la fuite de plus de deux millions d'hommes, femmes et enfants, soit le plus grand exode qu'ait connu ce pays en 62 ans d'existence.

Quatre mois après le début des combats, les retours commencent à s'organiser. Mais la plupart des déplacés sont toujours effrayés et vivent dans une situation d'incertitude. Beaucoup ont entendu dire par des proches restés sur place que leurs maisons ont été détruites. "Ils disent que nous devons retourner chez nous, mais nous n'y trouverons que des ruines", témoigne Zemit, une déplacée de 52 ans.

Oxfam plaide pour que les retours se fassent de manière volontaire et que la sécurité dans les villages soit assurée. Les déplacés ont également besoin d'informations fiables pour pouvoir envisager leur retour. [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

## THE BIG ASK AGAIN



Photo : Eric de Mildt

Le samedi 29 août, à l'initiative du réalisateur belge Nic Balthasar et de la Coalition Climat (dont fait partie Oxfam), un clip de danse géant a été tourné sur la Petite Plage d'Ostende. Des milliers de personnes ont exécuté une chorégraphie devant les caméras, encouragées par la crème des DJ's et par une brochette de personnalités, dont Alain Hubert, président de l'International Polar Foundation et directeur du projet de station polaire Princesse Élisabeth. **Ce film fera le tour de la planète afin d'exiger des décideurs politiques qu'ils prennent des mesures pour sauver le climat.**

En Belgique, cette initiative a marqué le début de la campagne sur le climat, à quelques mois du sommet de Copenhague. Oxfam se joint à ces efforts pour convaincre nos politiques qu'il est temps de conclure un accord climatique juste et durable.

[www.thebigask.be](http://www.thebigask.be)

## MONDIALISATION : GAGNANTS ET PERDANTS

Crise alimentaire, crise environnementale, crise financière... Le modèle de développement dominant à l'échelle de la planète n'en finit pas de montrer ses limites. La généralisation des logiques productivistes et des politiques économiques libérales a creusé les écarts entre "gagnants" et "perdants" de la mondialisation. **Un récent ouvrage du CETRI** rend compte en profondeur du phénomène, de ses principaux acteurs et des réactions qu'il génère, à travers des thèmes comme la crise alimentaire, les paradis fiscaux, la déforestation ou le travail des enfants.

*Mondialisation : gagnants et perdants*, par Laurent Delcourt, Bernard Duterme, Aurélie Leroy et François Polet, Editions CETRI-Couleurs livres, 15€. Commandes via [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

## L'AIDE, RESPONSABLE DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE ?

C'est en tout cas ce que pense Dambisa Moyo. Cette économiste zambienne plaide pour que les pays riches cessent d'envoyer de l'aide à l'Afrique, car celle-ci, loin d'arranger les choses, ne causerait que de la corruption. "Un pays qui dépend de l'aide extérieure ne pourra jamais s'émanciper", déclare-t-elle. **Une opinion qui n'est pas partagée par le Sud-africain Kumi Naidoo**, actif toute sa vie dans les milieux politiques et le monde des ONG. D'après lui, l'aide doit justement être revue à la hausse, mais également être mieux utilisée.

Leurs visions seront confrontées le 18 septembre, à 19h30, au Vooruit à Gand. Une grande partie des débats se déroulera en anglais. Inscriptions : [www.vooruit.be](http://www.vooruit.be) ou par téléphone au 02 536 19 77.

## VIDEZ VOS GARDE-ROBES !

Vous aussi, vous remettez toujours à plus tard le grand rangement de votre garde-robe ? Cette fois-ci, plus d'excuse : Oxfam-Solidarité et e5 mode vous offrent l'occasion de vous y mettre, et pour la bonne cause.

Du 16 au 19 septembre, venez déposer vos vêtements en bon état dans les magasins e5 mode. Votre générosité vous donnera droit à un bon de réduction. Les vêtements collectés seront triés et répartis dans nos 40 boutiques de seconde main, où ils seront vendus à un prix démocratique afin de financer nos projets au Nord et au Sud.

Plus d'infos :  
[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be) (Seconde main - Vêtements)



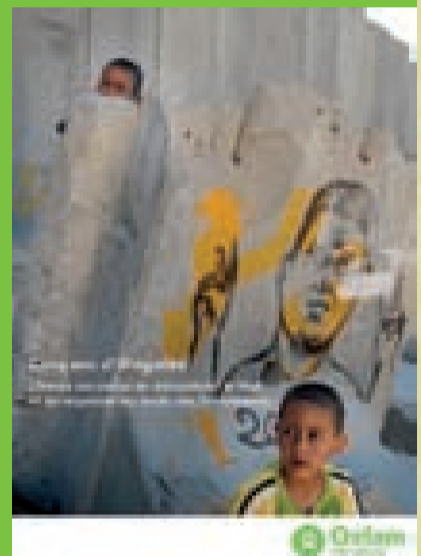
Photo : Tineke D'haese

## LE MUR : CINQ ANS D'ILLÉGALITÉ

Le 9 juillet 2004, la Cour Internationale de Justice (CIJ) déclarait illégale l'édification par Israël du Mur dans le Territoire palestinien occupé et appelait à son démantèlement immédiat. Cinq ans plus tard, cet avis reste lettre morte : Israël poursuit la construction du Mur et la communauté internationale reste impassible.

A l'occasion du 5ème anniversaire de l'avis de la CIJ, **Oxfam International a publié le rapport « Cinq ans d'illégalité »**, offrant la parole à une vingtaine de Palestiniens et de Palestiniennes confrontés chaque jour au Mur, à son « régime associé » et à l'extension des colonies. Paysans séparés de leurs champs, ouvriers privés de permis de circuler, femmes enceintes ne pouvant se rendre à l'hôpital, villages souffrant d'un accès insuffisant à l'eau... Les problèmes relatés dans ce rapport sont nombreux.

Illustré de nombreuses photos de Tineke D'haese, le rapport est disponible en version papier (2€ + frais de port) en téléphonant au 02 501 67 81 ou en envoyant un mail à [mma@oxfamsol.be](mailto:mma@oxfamsol.be). Disponible en PDF sur [www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be) (Campagnes - Palestine).



## MAGASINS DE SECONDE MAIN OXFAM

### WALLONIE

- ★ **Ans** : Rue de l'Yser 185A, 4430 Ans - 04/371 20 44  
ma au sa : 10-18h - informatique
- ★ **Charleroi** : Rue du Grand Central 4, 6000 Charleroi - 071/31 37 76  
ma au ve : 11-18h, sa : 10-15h - ordinateurs
- ★ **Charleroi** : Rue du Collège 19, 6000 Charleroi - 071/31 65 85  
lu au sa : 10-17h30 - vêtements, brocante, livres
- ★ **Charleroi** : Rue de Waterloo 41, 6000 Charleroi - 071/70 00 43  
lu au sa : 10-17h30 - vêtements, brocante, livres
- ★ **Châtelineau** : Rue du Chemin de fer 12a, 6200 Châtelineau - 071/40 13 46  
ma au sa : 10-18h - vêtements, brocante, livres, informatique
- ★ **Dinant** : Rue Grande 61, 5500 Dinant - 082/66 68 50  
ma au sa : 10-18h - livres, informatique
- ★ **Herstal** : Rue Grande Foxhalle 99, 4040 Herstal - 04/240 08 01 -  
lu : 12-16h.45, ma au ve : 10-16h.45, sa : 12-16h - vêtements, brocante  
livres, informatique, mobilier de bureau
- ★ **Liège** : Rue de la Casquette 19b, 4000 Liège - 04/223 27 87  
lu au ve : 10-17h - sa : 11-16h - vêtements, brocante, livres
- ★ **Liège** : Rue St Séverin 117, 4000 Liège - 04/221 49 58  
lu au ve : 10-16h30 - vêtements, brocante
- ★ **Liège** : Rue Puits-en-sock 137, 4020 Liège - 04/341 18 00  
lu au sa : 10-17h - vêtements
- ★ **Liège** : Rue St. Gilles 29, 4000 Liège - 04/222 24 42  
lu au ve : 10-17h (été 18) sa : 10-17h - bookshop
- ★ **Mons** : Rue de la Clé 37 - 7000 Mons - 065/84 75 04  
me au sa 10h - 18h30 - ordinateurs et Magasin du Monde-Oxfam
- ★ **Namur** : Chée de Louvain 5, 5000 Namur - 081/22 22 22  
ma au ve : 11-18h, sa : 10-15h - vêtements, brocante, livres,  
informatique, mobilier de bureau
- ★ **Namur** : Av de la Plante 27, 5000 Namur - 081/26 28 38  
ma au ve : 11-18h, sa : 10-15h - informatique
- ★ **Namur** : Bas de la Place 12-14, 5000 Namur - 081/22 91 22  
lu au sa : 9h30 - 18 - bookshop

- ★ **Natoye** : Rue Bellevue 1, 5360 Natoye - 083/22 01 72  
me & sa : 10-12h - 13-17h - vêtements, brocante, livres, informatique,  
mobilier de bureau
- ★ **Nivelles** : Rue de Namur 36, 1400 Nivelles - 067/77 34 85  
lu au sa : 10-18h - vêtements, brocante, livres, informatique
- ★ **Seraing** : Rue de la Baume 250, 4100 Seraing - 04/337 29 58  
lu au ve : 9h45-16h45, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> sa du mois 13-17h - vêtements

### BRUXELLES

- ★ **Bruxelles** : Rue de Flandre 102-104, 1000 Bruxelles - 02/522 40 70  
lu : 15-18h - ma au sa : 11-18h - vêtements vintage, brocante, meubles, accessoires
- ★ **Bruxelles** : Rue des Chartreux 37, 1000 Bruxelles - 02/502 30 03  
ma au sa : 10h - 18h - Second Style
- ★ **Bruxelles** : Av de la Brabançonne 133, 1000 Bruxelles - 02/732 72 68  
ma au sa : 9-14h.30h - vêtements, brocante
- ★ **Bruxelles** : Rue Haute 243, 1000 Bruxelles - 02/502.39.59 -  
ma au sa : 10-17h - vêtements, brocante
- ★ **Etterbeek** : Av Jules Malou 45, 1040 Etterbeek - 02/640 09 25  
lu au sa : 10-17h45 - vêtements
- ★ **Forest** : Chée de Neerstalle 66, 1190 Forest - 02/332 59 91  
lu au sa : 10-17h45 - vêtements
- ★ **Ixelles** : Av de la Toison d'Or 46, 1050 Ixelles - 02/512 87 41  
ma au jeu : 10-17h.30, ve au sa : 10-17h - vêtements, brocante, livres
- ★ **Ixelles** : Chée d'Ixelles 254, 1050 Ixelles - 02/648 58 42  
lu au sa : 10-18h - bookshop
- ★ **Ixelles** : Chée d'Ixelles 252, 1050 Ixelles - 02/647 48 51  
ma au sa : 10-18h - informatique
- ★ **Molenbeek** : Rue Dubois-Thorn 105, 1080 Molenbeek - 02/411 45 53  
lu au sa : 10-18h - vêtements, brocante, livres, informatique,  
mobilier de bureau
- ★ **Schaerbeek** : Blvd Lambert 47, 1030 Bruxelles - 02/215 05 11 -  
ma au sa : 10-18h - vêtements
- ★ **Uccle** : Rue Vanderkindere 248, 1180 Uccle - 02/344 98 78  
lu au sa : 10-18h - bookshop



**Oxfam  
Solidarité**

Rue des Quatre-Vents 60 - 1080 Bruxelles  
02/501 67 00 - [www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)

### Globo

Périodique trimestriel n° 27  
Troisième trimestre 2009  
Rue des Quatre-Vents 60, 1080 Bruxelles - Belgique  
tél: ++32 (0)2 501 67 00  
fax: ++32 (0)2 511 89 19  
e-mail : [redaction@oxfamsol.be](mailto:redaction@oxfamsol.be)  
site Internet : [www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)  
éditeur responsable : Stefaan Declercq

Art. 4 Loi 8.12.92 - Arr. Min. 18.03.93. Oxfam-Solidarité asbl, rue des Quatre Vents 60 à 1080 Bruxelles, gère une base de données automatisée afin d'organiser les relations avec ses donateurs et sympathisants. Vos données y sont enregistrées. Vous avez le droit de demander toutes les données vous concernant et de les faire modifier le cas échéant. Adressez votre demande écrite à : Oxfam Fichier donateurs, rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles. Oxfam-Solidarité est enregistrée sous le numéro 000500836 du Registre national de la Commission pour la protection de la vie privée.

### Crédits

**Rédaction** : Nena Baeyens, Julie Fueyo Fernandez, Frédéric Janssens  
**Coordination rédactionnelle** : Chantal Nijssen  
**Mise en page** : José Mangano  
**Photo de couverture** : Tineke D'haese

Ce Globo a été imprimé sur du papier recyclé Cyclus Print 90 gr

# agenda

**30 septembre -  
10 octobre 2009**

**Semaine du  
commerce équitable**

"Faites de la Belgique, le pays  
du commerce équitable !"

[www.befair.be](http://www.befair.be)

**7 octobre 2009**

**Journée  
mondiale pour  
le travail décent**

Lancement de la deuxième année  
de campagne "travail décent"

[www.travaildecent.be](http://www.travaildecent.be)

**16 octobre  
2009**

**Journée  
mondiale de  
l'alimentation**

[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)

**5-15 novembre  
2009**

**Opération  
11.11.11**

[www.cncd.be](http://www.cncd.be)

**5 décembre 2009**

**Journée d'action  
nationale  
pour le climat  
Bruxelles**

[www.coalitionclimat.be](http://www.coalitionclimat.be)

**5 décembre  
2009**

**Journée  
mondiale du  
bénévolat**

[www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)



**Oxfam**  
Solidarité

Rue des Quatre-Vents 60 - 1080 Bruxelles

02/501 67 00 - [www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)